Crise économique et crise des discours économiques

Frédéric Lebaron

**Introduction**

Je présente ici certaines de mes recherches récentes et actuelles sur une discipline particulière des SHS, « la science économique » (avec des guillemets puisque cette locution est elle-même un enjeu de luttes, notamment avec le retour de l’ « économie politique »). Cette communication me donnera l’occasion de revenir sur ma contribution à l’étude de la crise économique mondiale de 2008 et ses suites. Sous le titre *La crise de la croyance économique* (Lebaron, 2010), j’ai en effet proposé en 2010 une lecture sociologique, ou plus précisément de « sociologie économique », qui se voulait complémentaire des analyses économiques qui se sont multipliées après la chute de Lehman Brothers[[1]](#footnote-1).

Plutôt que de revenir longuement sur le cadre interprétatif que je développe depuis lors, j’ai choisi de proposer aujourd’hui une typologie stylisée des « acteurs de la crise » en fonction de la dynamique de leurs croyances et de leurs discours, ce qui me permettra au passage de faire un point sur mes travaux de façon un peu nouvelle[[2]](#footnote-2).

Cette typologie est essentiellement qualitative pour l’instant, et fondée empiriquement sur plusieurs éléments :

- l’analyse de diverses trajectoires individuelles d’agents dominants, évoluant dans ce que j’appelle à la suite de Pierre Bourdieu le « champ du pouvoir », en entendant d’abord par « trajectoires » des trajectoires biographiques et professionnelles au sens classique où l’entendent les sociologues, en particulier les trajectoires « dans la crise » depuis 2008[[3]](#footnote-3).

- l’étude de *trajectoires discursives* *et cognitives* également « dans la crise »[[4]](#footnote-4), à partir de plusieurs corpus (aujourd’hui, j’évoquerai un peu plus un corpus construit à partir des communiqués des ministres des finances et gouverneurs de banques centrales du G20).

Questions de corpus

Les corpus de textes sur lesquels j’ai travaillé sont de plusieurs types : des textes de dirigeants de banque centrale, notamment les discours en Français de Jean-Claude Trichet jusqu’en 2010 [corpus *Trichet*], les textes du Bulletin Mensuel de la BCE [*BMBCE*], et plus largement les discours officiels figurant sur le site de la BCE ; les discours publics de certains acteurs politiques (discours sur la notion de « modèle social », avant la crise [*Modèle social*] et également après 2008), plus récemment un corpus de discours des acteurs politiques français sur le budget européen [*CFP2013*]). Un petit travail exploratoire a porté sur le discours gouvernemental chinois [*Chine*]. Ces différents corpus sont présentés plus en détail en annexes.

J’ai recours également à la Collection des discours publics de la Documentation française.

Je n’ai pas travaillé directement sur les discours des acteurs financiers et patronaux,  mais cela ne m’empêchera pas de formuler quelques hypothèses à leurs propos, en m’appuyant sur des travaux menés par d’autres, comme je le fais pour les journalistes.

Le corpus principal de ma présentation est constitué par les communiqués finaux du G20 de 1999 jusqu’à aujourd’hui, en particulier ceux des ministres des finances et banquiers centraux [*G20*]. Chaque année depuis 1999, les ministres des finances et banquiers centraux des 20 pays les plus développés (cf. liste), soit 85% du PIB mondial, se réunissent au moins une fois pour faire le point sur les questions les plus globales de gouvernance de l’économie mondiale : conjoncture, libre-échange, marchés financiers, etc. En 2008, ce rendez-vous ritualisé change de nature, alors que le G20 devient beaucoup plus qu’une arène d’échanges, un des lieux d’élaboration de la « réponse » à la crise financière globale (l’expression « global crisis » est utilisée en novembre 2008), avec des réunions de chefs d’Etat et de gouvernement fortement médiatisées. La coopération intergouvernementale se renforce, et s’intensifie notamment à partir de novembre 2008. Jusqu’à aujourd’hui, le nombre de rencontres et de communiqués augmente et reflète une « mobilisation » intergouvernementale de relativement grande ampleur, qui se traduit par une prolifération discursive. Les communiqués (genre très particulier) expriment un *consensus intergouvernemental* et à ce titre, il s’agit d’un produit discursif spécifique : beaucoup de formules figées reprises d’un communiqué à l’autre, un vocabulaire assez pauvre et répétitif, peu de mentions de pays, des mots aux significations floues (« structural »). Ils sont intéressants dans la mesure où ils reflètent un discours officiel global et sont le produit d’une négociation intergouvernementale relativement large.

La question que je me poserai aujourd’hui est celle de la stabilité et du changement de l’ordre symbolique depuis la crise : une question très vaste, mais sans doute pas plus que celles de la transformation du capitalisme financier ou des rapports entre Etats et marchés, qui sont au centre des travaux néo-institutionnalistes. En croisant les corpus différents et en mobilisant les travaux biographiques évoqués plus haut, il me semble que l’on peut au moins partiellement répondre à ce problème, de façon pour commencer descriptive.

Est-on entré dans une nouvelle période et comment la caractériser ? (Cela suppose alors bien sûr de caractériser la période antérieure.). S’agit-il d’une période de transition, comme on l’entend souvent ? D’une période d’effondrement d’un ordre ancien et lequel (capitalisme financier, néolibéralisme, capitalisme, domination des pays du « centre », EU, UE, etc.) ? On compare souvent la période actuelle aux années 1930 : la comparaison n’est pas neutre, et induit toute une série de parallèles et d’anticipations. Ces questions sont évidemment très larges et, pour ébaucher des réponses, je me contenterai aujourd’hui de développer une analyse autour de quatre figures, qui renvoient à la fois à des trajectoires sociales (que j’essaierai de préciser) et à des trajectoires discursives.

1. **Les « stables » (ou « invariants »)**

Une première catégorie d’acteurs est définie par la permanence et la stabilité de leurs croyances et de leurs discours économiques durant la crise : un grand nombre d’entre eux, sans aucun doute une très large majorité (même si l’on ne dispose pas véritablement de données d’enquête sur ce point[[5]](#footnote-5)), continue après 2008 sur la lancée antérieure, sans remise en cause particulière d’un ensemble de croyances stables et de discours relativement figés.

C’est particulièrement frappant à la lumière de la lecture des communiqués des dirigeants économiques du G20. De 1999 à 2014, on observe une assez grande stabilité globale des discours tenus sur plusieurs points : la valorisation de la globalisation des économies en dépit de ses risques potentiels, l’adhésion au libre-échange et la condamnation du protectionnisme la promotion de la croissance dans la stabilité des prix et et dans la stabilité financière, la défense d’un système de changes flexibles fondé sur les mécanismes de marché, etc.

On trouve représentés dans cette première catégorie les différents groupes d’agents dominants, économiques et politiques, et une bonne partie des économistes[[6]](#footnote-6).

Travaillant particulièrement sur les banquiers centraux, j’ai la chance de pouvoir régulièrement me ressourcer à leur prose très ritualisée et extrêmement figée[[7]](#footnote-7). Les dirigeants des banques centrales ne semblent pas avoir autant changé de discours qu’ils ont changé de politique monétaire depuis la crise. C’était même là peut-être une condition pour qu’ils puissent opérer des changements en fait assez radicaux, comme la naissance du « QE » aux Etats-Unis et au R-U ou les diverses mesures « non conventionnelles » de la BCE[[8]](#footnote-8). Les économistes des banques centrales (ou « proches ») semblent avoir connu la même évolution.

« Si la situation dans la zone euro s’est sensiblement améliorée au cours de l’année écoulée, des défis considérables demeurent. Nous devons en effet conforter la reprise économique, réduire la fragmentation dans la zone euro et poursuivre le processus de réformes institutionnelles et structurelles. Pour ce faire, il est capital de ne pas se retrancher sur des positions purement nationales, sur une vision étriquée de nos intérêts respectifs. Nous devons maintenir le cap européen et défendre nos intérêts communs. » Mario Draghi, Discours d’ouverture de Mario Draghi, président de la BCE,  
au Congrès bancaire européen « Le futur de l’Europe », Francfort-sur-le-Main, le 22 novembre 2013.

Même si la situation extrêmement critique de 2008 s’est accompagnée de relatives nouveautés lexicales, sur lesquelles je vais revenir, comme une insistance beaucoup plus appuyée sur la stabilité financière (qui devient l’objet de discours plus systématiques, précis, etc.), on n’a donc pas assisté à une rupture doctrinale majeure assumée et explicite. Ce n’est vrai dans aucun contexte national, à l’exception peut-être du Japon depuis l’arrivée au pouvoir de Shinzo Abe et des « abenomics ». La principale innovation doctrinale post-2008 est la justification des politiques « non conventionnelles » en matière monétaire, et celle-ci est systématiquement associée à un contexte exceptionnel, devant à un moment ou à un autre être dépassé[[9]](#footnote-9).

Sur les plans budgétaire et « structurel » (marché du travail, des biens et services), les évolutions sont encore moins fortes, voire indécelables, dans le discours des banquiers centraux (là encore, avec peut-être une exception japonaise depuis Abe).

Ainsi, en Europe, la BCE continue inlassablement à réitérer les mêmes conseils aux Etats-membres depuis sa création. « Les différents pays doivent, s’ils veulent préserver les incitations adéquates en matière de politiques économiques, renforcer leur cadre de gouvernance économique. Des avancées importantes ont d’ores et déjà été réalisées dans le renforcement de la discipline budgétaire. Mais plusieurs pays sont en retard dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Il est donc temps que ce domaine fasse l’objet d’une gouvernance européenne plus étroite » (*Idem*).

Le discours monétaire et financier des autorités s’est adapté à une situation nouvelle et sans précédent aux Etats-Unis et en Europe, sans que cela implique de bouleversement cognitif.

En Europe : en matière budgétaire, où la BCE est « en première ligne » surtout dans certains contextes nationaux (Grèce, Portugal, Irlande, Italie, Espagne), le cadre (orthodoxe et néolibéral) est resté extrêmement solide : discipline budgétaire et réformes structurelles en vue de la restauration de la compétitivité continuent de constituer les principes de la politique économique. La stabilité doctrinale est aussi très forte à la Commission européenne[[10]](#footnote-10), mais aussi dans les milieux politiques dirigeants du Parti Populaire Européen et des libéraux, en particulier pour les pays d’Europe du Nord, mais pas seulement bien sûr (cf. en France). Le référent néolibéral des partis de droite et conservateurs, qui s’est cristallisé dans les années 1980, n’a dans l’ensemble pas été fortement infléchi. De même, le tournant néolibéral des partis socio-démocrates n’a pas été remis en cause.

Dans les autres contextes nationaux, l’enquête reste largement à mener, mais, en dehors d’une apparente exception japonaise depuis l’arrivée de Abe (endettement public, inflation…), les mêmes tendances sont présentes.

On peut dire de même des discours des acteurs patronaux, qui n’ont pas connu durant la crise de forte rupture, ni même de variation sensible. Le cadre néolibéral qui préside aux discours tenus par les représentants patronaux surtout depuis les années 1970 n’a pas été modifié, en particulier en Europe, s’agissant des deux thèmes clés que sont la baisse de la pression fiscale et celle des dépenses publiques[[11]](#footnote-11). Enfin, le discours des acteurs financiers (dirigeants de banques, sociétés d’assurance, institutions financières) n’a pas non plus connu de profond bouleversement, même sur les questions de régulation. Les concessions à la nouvelle doxa régulatrice cristallisée après 2008 sous l’impulsion des G20 (une insistance plus marquée, un discours plus ancré dans des dispositifs concrets, etc.) ont vite laissé place à un discours visant à argumenter contre les excès de régulation, qu’il s’agisse de fiscalité ou de cadre règlementaire. Ce discours est très fort dans des contextes où le maintien de parts de marché a été rapidement reconstitué comme l’enjeu central. Il peut également adopter des tonalités plus radicales dans les pays où des « réformes structurelles » sont « mises sur l’agenda ».

1. **Les « shifters »**

Cela me conduit à présenter un autre cas de figure, qui repose sur l’existence de déplacements discursifs et des mouvements qui modifient les prises de position de certains acteurs de façon notable : les « shifters », pour parler comme Pablo Zamith à propos des étudiants en économie. (Exemple : un journaliste économique libéral prône la nationalisation du système bancaire en novembre 2008).

Quels sont alors les principaux mouvements de conversion observés après 2008 ? Sans ces mouvements, on ne pourrait bien sûr pas parler de crise de la croyance économique.

Ce mouvement n’est pas avant tout d’ordre quantitatif, même si la multiplication des « conversions » engendre par elle-même des effets (caractère épidémique des conversions). Si le Pape émet un doute sur l’existence de Dieu, cette prise de position ne peut totalement rester sans effet dans une institution fondée à la fois sur cette croyance *et* sur l’autorité du Pape ; même problème si le secrétaire du Parti Communiste Chinois doute de la perspective de la société communiste future. C’est un peu ce qui se passe après la chute de Lehman Brothers, lorsque Greenspan admet avoir vu une « faille » dans la théorie des marchés efficients. Ce doute a introduit une brèche dans la cohérence de la doctrine, qui est une « construction » cognitive potentiellement fragile. Et cette brèche peut conduire à des remises en causes plus globales, en tout cas à une forme d’ébranlement cognitif, que l’on observe de façon plus claire chez une série d’acteurs[[12]](#footnote-12). Ce « shift » est dans certains cas très brefs, dans d’autres cas plus durable. Il concerne de fait assez peu d’acteurs (citons Martin Wolff, par exemple, pour le champ journalistique).

L’étude des communiqués des G20 montre qu’à partir de novembre 2008 (Washington), on observe bien à la fois un fort « tournant régulateur » (tous les aspects de la régulation financière sont désormais évoqués et « mis sur l’agenda » de façon plus offensive) et, jusqu’à avril 2010, un moment « keynésien » en matière de politique budgétaire. Le mot « consolidation » revient ensuite en force, mais se trouve parasité par la reconnaissance des différences de situation nationale (qui devient la formule figée dominante après 2010).

Ce mouvement de conversion limité dans le temps en matière budgétaire est en fait soutenu par une coalition d’acteurs : un certain nombre d’économistes keynésiens (Fitoussi, Stiglitz, etc.), la nouvelle administration démocrate, les dirigeants et le chief-economist du FMI, le président français Nicolas Sarkozy, etc. Christine Lagarde (ministre de l’économie française, proche de NS) illustre l’importance de ce mouvement en 2008, en se faisant l’une des plus zélées défenseures de la nécessité d’une régulation du capitalisme, et aussi d’une intervention budgétaire massive face à la récession qui se profile. Elle négocie ensuite difficilement son ralliement à la « consolidation », avec le thème de la « rilance ».

Depuis 2011, nous sommes dans une situation d’entre-deux : le soutien aux politiques d’austérité s’effrite nettement au niveau des G20 (on peut voir là aussi, pour une part, l’influence des travaux du FMI qui sont diffusés à partir de 2013) et semble également plus fragile, tout en restant dominant en Europe[[13]](#footnote-13). Les communiqués sont dès lors tiraillés entre deux affirmations : la nécessité de la coopération intergouvernementale et la reconnaissance des divergences internationales de trajectoires (et implicitement de réponses de politique économique).

1. **La radicalisation et ses conséquences**

La crise et les mouvements de conversion qu’elle engendre ont aussi pour effet de pousser un certain nombre d’acteurs à radicaliser leurs discours et croyances, selon un processus de renforcement psycho-sociologique assez classique. On peut parfois rapprocher ce processus de la « régression vers les habitus » chère à Michel Dobry dans sa *Sociologie des crises politiques*. J’en donnerai deux exemples, qui me paraissent centraux dans la période actuelle.

On observe ce processus dans le cas des banquiers centraux et des économistes allemands depuis 2010-2011, face à l’évolution paradoxale des politiques monétaires : sans changer de cadre (mandat de la BCE), ni de discours (comme nous l’avons vu plus haut), la BCE est conduite à intervenir avec force sur le marché secondaire de la dette publique dans le cadre du SMP (Mai 2010), puis elle n’aura de cesse jusqu’à aujourd’hui de mener des interventions « non conventionnelles » à des moments-clés, sans compter qu’elle se rallie plus ou moins à une politique de taux zéro et devient de plus en plus sensible aux risques liés à la baisse des prix. Des dirigeants allemands (A.Weber, J.Stark) quittent en 2010 le conseil des gouverneurs en mettant en avant des désaccords de fond. Ils sont soutenus par un nombre important d’économistes universitaires allemands, et, dans un premier temps tout au moins, par les dirigeants politiques centraux allemands. Ce mouvement de radicalisation est décrit comme une fidélité au cadre institutionnel de la banque centrale et à sa doctrine et trouve une traduction politique dans la radicalisation orthodoxe de l’UE en matière budgétaire, et juridique avec la démarche de la Bundesbank devant la Cour de Justice de Karlsruhe.

Cette dissidence est un peu paradoxale, puisqu’elle consiste à exprimer un désaccord individuel (voice, contraire à la norme actuelle de non-publicité des prises de position), puis à quitter la structure (exit).

Du point de vue de la production du consensus intergouvernemental, cette situation a évidemment des conséquences : elle contribue à une polyphonie de plus en plus manifeste des communiqués des G20-finance, où deux idées potentiellement opposées ont tendance à figurer dans la même phrase de plus en plus souvent, faute bien sûr de consensus entre Européens (surtout Allemands) et « reste du monde », aux positions plus pragmatiques en matière monétaire et en matière budgétaire.

En dehors des banquiers centraux et de certains dirigeants politiques allemands, la radicalisation néolibérale affecte aussi le discours patronal, déjà très radical avant la crise (perte de compétitivité européenne), mais dont la dimension antifiscale et hostile à la dépense publique s’accentue. C’est manifeste en France depuis 2012. On en trouve bien sûr la trace dans la presse économique et financière.

Mais l’on observe également ce processus de radicalisation du côté des « économistes néo-keynésiens consacrés » (autour de J. Stiglitz), lorsqu’ils sont marginalisés, après 2010, par le retour des politiques d’austérité. Une orientation de politique économique est remise en cause par des décisions politiques contraires, surtout en Europe, et pousse vers la périphérie les acteurs qui l’ont promu avec le plus de force. Mais dans la mesure où ils sont des acteurs consacrés, et qu’ils contribuent à légitimer les positions pragmatiques des Etats-Unis ou d’autres pays, ils continuent de bénéficier d’une forte visibilité, y compris dans la presse financière[[14]](#footnote-14).

L’évolution du FMI est intéressante de ce point de vue : on y observe plutôt le contraire d’une radicalisation, à savoir une atténuation des mouvements doctrinaux en matière de politique économique, auxquels le FMI participe, en tout cas en 2009-2010 (notamment concernant la Grèce). Après 2012, à nouveau, l’institution semble se réorienter vers des politiques plus accommodantes à la faveur de l’inefficacité et de la perte de légitimité des politiques d’austérité. On a là un espace complexe, où différentes traditions nationales et doctrinales sont présentes, de même qu’elles coexistent au sein de l’OCDE, etc.

L’atténuation des positions doctrinales, au sein du G20 comme au sein des OI, peut aussi résulter de mouvements de radicalisation contradictoires.

1. **Les producteurs de discours prophétiques et « émergents »**

La crise, enfin, donne l’occasion à divers types de « nouveaux » discours et de « nouvelles croyances » de s’épanouir, rendant visibles de nouveaux acteurs.

C’est tout d’abord le cas des discours de type prophétique, surtout lorsqu’ils sont tenus par des « prophètes » avérés, ceux qui ont « annoncé » la crise des subprimes avant l’heure. Ils sont produits par des économistes ou des intellectuels, comme N.Roubini, P.Jorion. On trouve ici aussi une partie des acteurs de la finance, qui se placent dans une perspective de prévision à moyen terme, et qui ont parfois une estimation haute des risques (« downside risks », biais pessimiste : cf. docteur Doom).

Le « discours de la finance » ne se réduit pas à sa forme la plus instituée (celle qui dénonce régulièrement les mesures fiscales ou réglementaires contraignantes des Etats ou prévoit les évolutions à court terme, pays par pays), mais il faut aussi y inclure des discours à teneur prophétique, portés par des acteurs beaucoup plus marginaux, qui annoncent des grands mouvements mondiaux, souvent des catastrophes, mais sont potentiellement « écoutés sur les marchés » et peuvent ainsi avoir des effets « performatifs » notables.

A l’été 2013, on a par exemple vu s’épanouir ce que j’appelle le « sino-catastrophisme », qui consiste à annoncer l’effondrement financier de la Chine. La multiplication de ces discours (notamment autour de la dette) contribue à une forme de brouillage des perspectives pour les acteurs sociaux ordinaires, d’autant qu’elle entraîne des mouvements de marché plus ou moins prononcés (exemple de l’euro).

Le discours prophétique est aussi une vieille tradition marxiste et on en a vu à mon sens ré-émerger des formes assez classiques. C’est Immanuel Wallerstein annonçant la fin du capitalisme, mais aussi des analyses plus descriptives des contradictions insoutenables du capitalisme financier.

On peut ici parler de « discours émergents » (en général produits par des acteurs périphériques, sauf cas de conversion) : discours économiques critiques, qui, dans le contexte de crise, bénéficient d’une plus forte visibilité publique, ce qui fait apparaître de nouveaux « acteurs » et de nouveaux participants aux débats de politique économique. L’appel des économistes atterrés en est l’exemple en France, mais la dynamique de l’espace des économistes critiques, avec un certain écho politique, est un phénomène plus large, souvent externe aux universités. On observe ici une certaine convergence avec les « néo-keynésiens » radicalisés (« new economic thinking »).

Il faut souligner cependant la multiplicité contradictoire des discours émergents. En particulier, on voit s’affirmer de façon nette diverses formes de courants favorables à une renationalisation de la politique économique, cela dans de nombreux pays. En France, c’est la montée en puissance du discours anti-euro. Et parallèlement, continue de s’exprimer la contestation du productivisme et de l’obsession de la croissance (cf. ND).

Ce mouvement contribue à ce que j’appelle une dislocation de l’espace politique, qui affecte tout l’espace, de la droite libérale à la gauche critique.

Je conclurai très brièvement en pointant diverses conséquences de ces mouvements, déjà observés et, dans une perspective plus prospective, susceptibles d’être observés à l’avenir, en reliant ces mouvements chez les acteurs dominants à ce que j’appellerai des « mouvements d’opinion » plus larges.

* Oscillations plus fortes et « surprenantes » : instabilité.
* Montée des contradictions liée notamment aux processus de radicalisation et d’émergence de nouveaux types de discours.
* Dynamiques chaotiques des croyances économiques expertes, et des économies elles-mêmes.
* Crise politique.

1. On a vu se développer un marché du discours sur la crise, qui mérite une étude en soi. Les analystes du discours parlent d’ « événementialisation » à propos de la multiplication des discours qui « font l’événement ». [↑](#footnote-ref-1)
2. Je précise ici que j’analyse les discours en tant qu’expressions de représentations sociales, tout en étant attentif à leur « matérialité » linguistique (dimensions lexicale, syntaxique, pragmatique, argumentative…), à leurs effets en contexte, etc. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir notamment mes travaux sur les dirigeants de banque centrale, comme ceux de la BCE, cf. D.Georgakakis, *Le champ de l’eurocratie*. Travail en cours avec DG. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ces notions renvoient à plusieurs référents disciplinaires : la sociologie, la psychologie sociale, l’AD, etc. [↑](#footnote-ref-4)
5. Enquêtes sur les élites, les économistes, etc. Exemple : discours des sages allemands. [↑](#footnote-ref-5)
6. [↑](#footnote-ref-6)
7. Le « figement » est un concept de l’AD, qui insiste sur l’utilisation mécanique de syntagmes ou de formules, comme « réformes structurelles », « maintenir la confiance dans la valeur interne et externe de la monnaie », etc. Alice Krieg-Planque développe cette notion dans ses travaux. [↑](#footnote-ref-7)
8. Planche-à-billets : achat de bons du Trésor ; « whatever it takes » de M.Draghi en juillet 2012. [↑](#footnote-ref-8)
9. Autre nouveauté : la position de Zhou Xiaochuan sur le rôle du dollar, qui pose le problème du système monétaire international. La France essaiera de s’inscrire dans ce sillage lorsqu’elle accède à la présidence du G20, mais sans succès. [↑](#footnote-ref-9)
10. (le discours du Commissaire aux affaires économiques Olli Rehn a très peu varié depuis la crise) [↑](#footnote-ref-10)
11. (Cf. la récente déclaration des patronats français et allemand, qui demandent un « moratoire sur les règlementations des entreprises », une baisse des impôts et des dépenses publiques). [↑](#footnote-ref-11)
12. On pourrait ici évoquer le dernier prix en mémoire d’Alfred Nobel, qui illustre les incertitudes théoriques actuelles sur les marchés efficients : la crise de la science économique est un aspect de la crise de la croyance. [↑](#footnote-ref-12)
13. G20 de 2012 : Los Cabos, Mexique, les Européens sont de plus en plus isolés dans le soutien aux politiques d’austérité brutales, 2013 : Moscou. [↑](#footnote-ref-13)
14. Cf. Stuckler et Basu. [↑](#footnote-ref-14)